



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires**

**Arrêté préfectoral complémentaire relatif à la société AB7 Industries pour les installations qu'elle exploite sur la commune de Deyme.**

0048

Le préfet de la région Occitanie,  
préfet de la Haute-Garonne,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et son article 65-b relatif à la surveillance des eaux souterraines ;

Vu l'arrêté préfectoral N°109 du 28 novembre 2014 relatif à l'autorisation d'exploiter délivrée à la société AB7 Industries pour les installations qu'elle exploite chemin des Monges à Deyme et la lettre préfectorale du 17 octobre 2019 actualisant, en dernier lieu, la situation administrative du site ;

Vu l'étude du 9 janvier 2014 relative à la mise en place d'un réseau et d'un programme de surveillance préventive des eaux souterraines au droit du site transmise par la société AB7 Industries et réceptionnée par l'inspection des ICPE le 28 mai 2014 ;

Vu le bilan de la surveillance de la qualité des eaux souterraines 2021 et le récapitulatif de cette surveillance réalisée depuis 2014 au droit du site transmis par la société AB7 Industries à l'inspection des ICPE par courriel du 29 octobre 2021 ;

Vu le rapport de l'inspection des ICPE et les propositions en date du 23 février 2022 ;

Considérant la surveillance préventive de la qualité des eaux souterraines réalisée semestriellement au droit du site par l'exploitant depuis 2014 sur la base de l'étude du 9 janvier 2014 précitée ;

Considérant que les modalités de cette surveillance préventive de la qualité des eaux souterraines au droit du site ne sont actuellement pas encadrées et qu'il y a lieu de les prescrire dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral complémentaire a été porté à la connaissance de l'exploitant le 16 mars 2022 afin qu'il puisse formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant que la société **AB7 Industries** n'a pas émis d'observation dans le délai imparti ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne ,

Arrête :

Art. 1er – La société AB7 Industries est tenue de se conformer aux dispositions fixées par le présent arrêté, relatif aux installations qu'elle exploite chemin des Monges à Deyme (31450).

Art. 2. – L'exploitant réalise la surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site selon les modalités fixées par le présent arrêté.

Art. 3. – Implantation des ouvrages de contrôle des eaux souterraines

a/ Lors de la réalisation d'un ouvrage de contrôle des eaux souterraines, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. Pour cela, la réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation des forages se font conformément à la norme en vigueur (NF X 10-999 ou équivalente).

b/ L'exploitant surveille et entretient par la suite les forages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. Les ouvrages sont protégés des éventuels déversements en surface par des dispositifs adaptés.

c/ Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.

d/ En cas de cessation d'utilisation d'un ouvrage, l'exploitant informe le préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines. La cessation d'utilisation des ouvrages se fait conformément à la norme en vigueur et aux règles de l'art au moment de la réalisation de l'opération. Un rapport d'exécution du comblement et du bouchage d'ouvrages est tenu à la disposition de l'inspection des ICPE.

e/ L'exploitant fait inscrire le (ou les) nouvel(eaux) ouvrage(s) de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il reçoit en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

f/ Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.

Art. 4. – Réseau et programme de surveillance

a/ Le réseau de surveillance se compose de 5 piézomètres positionnés de manière à cerner le site de la manière suivante :

- 2 ouvrages positionnés en amont (PZ2 et PZ5) ;
- 3 ouvrages positionnés en aval (PZ1, PZ3 et PZ4).

b/ La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe. Le plan est actualisé à chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance.

c/ L'exploitant fait analyser, sur les 5 ouvrages précités, les paramètres suivants, avec les fréquences associées :

Fréquence des analyses	Paramètres	
	Nom	Code SANDRE
semestrielle dont une campagne réalisée en basses eaux et une en hautes eaux	Perméthrine	1523
	Deltaméthrine	1149
	Diazinon	1157
	Propoxur	1535
	Ammonium	1335
	Nitrates	1340
	Nitrites	1339
	Cyanures libres	1084
	Cyanures totaux	1390
	Chlorures	1337
	pH, conductivité, température, oxygène dissous, redox Niveau piézométrique (exprimé en mètre NGF)	1302, 1304, 1301, 1311, 1330 1689

d/ Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE,...).

#### Art. 5. – Transmission des données de surveillance

a/ Conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des eaux souterraines sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet (GIDAF). La télédéclaration est effectuée dans un délai de 2 mois après la réception des résultats des campagnes semestrielles.

b/ L'exploitant transmet dans le même temps à l'inspection des ICPE, un rapport de synthèse de chaque campagne de surveillance de la qualité des eaux souterraines comportant a minima :

- un plan de localisation des différents ouvrages de prélèvements, leur géolocalisation en coordonnées X et Y, leur profondeur, le niveau piézométrique relevé (exprimé en mètres NGF) ainsi que la référence de l'aquifère capté ;
- les modalités de chaque prélèvement réalisé ;
- les résultats de l'ensemble des paramètres analysés ainsi que les méthodes d'analyses utilisées ;
- un récapitulatif de l'ensemble des résultats de l'ensemble des paramètres analysés



antérieurement ;

- une carte piézométrique indiquant le sens d'écoulement de la nappe d'eau souterraine ;
- une interprétation et un commentaire sur les résultats obtenus ainsi que sur leur évolution ;
- le cas échéant les actions à mettre en oeuvre lorsque la surveillance des eaux souterraines fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement.

#### Art. 6. – Bilan quadriennal

Dans un délai de 4 ans à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de transmettre à l'inspection des ICPE, un bilan de la surveillance des eaux souterraines réalisée sur la période quadriennale écoulée, ainsi que ses propositions pour, le cas échéant, réexaminer les modalités de cette surveillance des eaux souterraines.

Art. 7. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 8. – Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement.

Art. 9. – Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>.

Art. 10 – Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeure déposée en mairie de Deyme et peut y être consultée par tout intéressé.

Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Deyme pendant une durée minimum d'un mois. Le maire fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

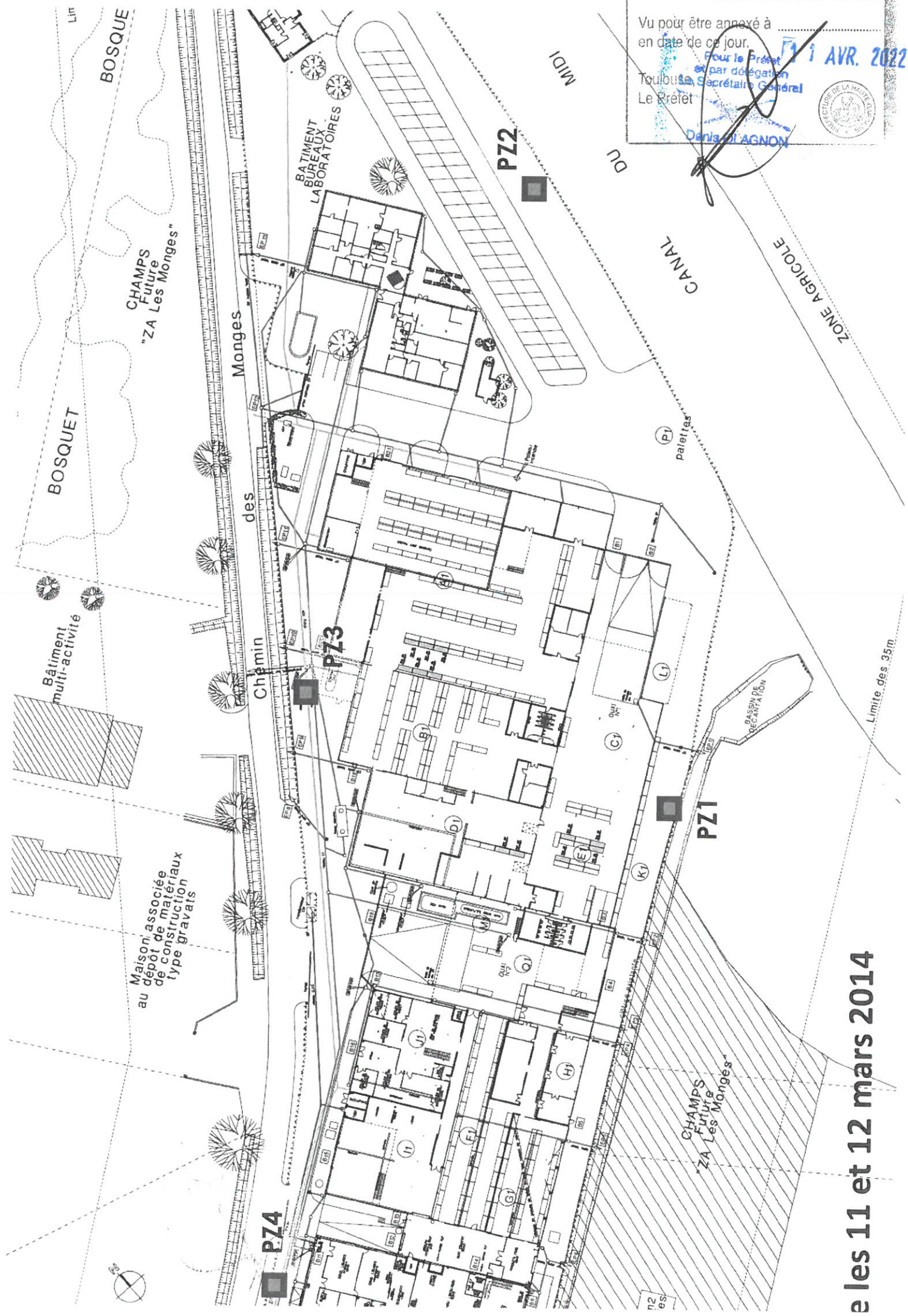
Art. 11. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne et le maire de Baziège sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société AB7 Industries.

Fait à Toulouse, le 11 AVR. 2022

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général  
Denis CLAGNON

Annexe : Plan de localisation des ouvrages piézométriques





Vu pour être annexé à  
en date de ce jour.  
Pour le Préfet  
et par délégation  
Toulouse, Secrétaire Général  
Le Préfet  
Denis DEL AGNON  
11 AVR. 2022  
LECTURE DE LA HAUTE LOUE  
PRÉFET

les 11 et 12 mars 2014

